

Michel Feher

Extrait d'un entretien

paru dans la revue *Mouvements* 97, mars 2019

M.F. : A propos des acteurs, que nous ayons des syndicats forts, une OIT musclée et des politiques publiques redistributives, j'en serais ravi. Mais je fais l'hypothèse que si ce n'est plus le cas depuis longtemps, c'est parce que tant du côté des entreprises que du côté des Etats il y a eu préemption par la finance. Les entreprises sont guidées par la poursuite de la valeur actionnariale, les Etats sont dépendants des détenteurs d'obligations d'Etats. Avec l'élément central du temps : les électeur.rices votent tous les 4 ou 5 ans, les travailleurs.es se mettent en grève ponctuellement, les citoyen.nes font des manifs de temps en temps, alors que les marchés financiers votent tout le temps, chaque nano seconde ! Donc l'enjeu premier c'est d'inventer les formes de militantisme qui parviennent à défier les investisseurs sur leur propre terrain, et en continu.

Deuxième élément, les dirigeants d'entreprises sont pris entre les actionnaires actuels ou potentiels et les autres parties prenantes (travailleurs, consommateurs, fournisseurs, contribuables qui payent les infrastructures utilisées par l'entreprise, les gens dont l'environnement est affecté par la production, etc.). Cela crée un nouveau rapport social, une conflictualité potentielle. Par analogie avec le mouvement ouvrier du 19ème siècle, il s'agirait de se constituer une conscience de classe de parties prenantes.

Troisième élément, on est dans un nouveau monde où les dirigeants d'entreprises sont soumis aux exigences des actionnaires et où les relations ne sont plus de négociation mais de spéculation, donc il s'agit d'apprendre à contre-spéculer. Sous quelle forme ? Si les syndicats se sont constitués au 19ème sur le modèle du cartel patronal, dans le cas du capitalisme financiarisé c'est l'agence de notation qui est centrale.

L'agence de notation a un double avantage : d'une part, elle pourrait créer des indices non financiers qui agenceraient différents critères (travail, environnement, consommation, gouvernance, etc.) et, d'autre part et surtout, elle produirait des notations à flux continu. Le militantisme prendrait la forme d'une agence de notation, créée par les parties prenantes coalisées, qui spéculerait en continu contre la spéculation des investisseurs. Le point où se nouerait le conflit, c'est cette notion de responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSEE). La RSEE est un hochet qui a pris son essor avec le virage néolibéral et financiarisé. Mais c'est aussi devenu un actif qui est bon pour la réputation de l'entreprise et donc pour la valorisation de l'action. Alors, tout comme pour le salaire chez les marxistes, il s'agit de dénoncer la RSEE comme étant l'institution clé de la prédation capitaliste et en même temps de s'en emparer pour en faire quelque chose !